



COMMUNIQUÉ DE BASE

LES FEMMES AUTOCHTONES AUJOURD' HUI SONT EN DANGER ET CONSTITUENT UNE FORCE CAPABLE D'INDUIRE DES CHANGEMENTS

La femme autochtone d'aujourd'hui n'est pas facile à cataloguer. On la retrouve dans les situations les plus diverses : occupant sa place naturelle au sein de la communauté autochtone, rurale et indépendante, vivant dans la pauvreté sur une réserve, dans un HLM ou dans un taudis, ou intervenant de manière novatrice au cours d'une réunion intergouvernementale. Malheureusement, la plupart des femmes autochtones d'aujourd'hui sont en danger, que ce soit parce qu'elles subissent les effets de la colonisation du passé ou parce qu'elles soient soumises aux forces de la mondialisation. Mais, indépendamment du lieu où elle se trouve, la femme autochtone est essentielle à la survie de sa famille, de sa communauté et de sa culture.

Les femmes autochtones dans le monde en développement sont confrontées à plusieurs menaces communes : à la pauvreté, avec peu ou pas d'accès aux soins de santé et à l'éducation; aux conflits armés; à la pollution; à l'exploitation minière et l'exploitation du bois à grande échelle; aux invasions de mineurs illégaux; à des gouvernements qui leur sont peu favorables; à la perte de leurs terres; et à la traite des êtres humains, pour n'en citer que quelques unes. Partout, elles reçoivent une rémunération moindre, décrochent les emplois les moins valorisés et sont souvent soumises à de la discrimination, à des humiliations et à des sévices sexuels.

Dans l'ensemble du monde, les populations autochtones subissent une pression croissante en raison des conflits armés, de la mondialisation et de l'extraction des ressources, ce qui entraîne l'abandon de styles de vie traditionnels, la migration des terres autochtones et la perte du statut des femmes autochtones dans leur cadre traditionnel.

Les femmes autochtones dans le monde entier, appartenant à des sociétés tant traditionnelles que non traditionnelles, reconnaissent qu'une de leurs plus grandes préoccupations mutuelles est leur exclusion des processus décisionnels qui les touchent, sur le plan des institutions locales, gouvernementales, intergouvernementales ou celles de la société civile. Les femmes autochtones ont une contribution importante à faire à tous les niveaux de la négociation et de la planification liées à leurs familles et à leurs communautés, que ce soit en temps de paix ou de conflit. Il est important de les y associer afin d'obtenir de meilleurs résultats qui soient plus durables sur le plan de l'environnement et susceptibles de préserver la santé de leurs communautés ainsi que leurs identités culturelles.

LA PERTE DES TERRES ENTRAÎNE UN TRAVAIL D'EXPLOITATION


En Amérique latine, des milliers de femmes et de filles autochtones désespérées qui se retrouvent sans terres et dans une situation d'appauvrissement, sombrent facilement dans la prostitution. En raison de l'épidémie du sida, une partie du tourisme du sexe, qui était principalement basé en Asie, constitue aujourd'hui une industrie croissante en Amérique latine. Après la Thaïlande, on estime que le Brésil est aujourd'hui au deuxième rang mondial pour l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. La ville de Guatemala est devenue aujourd'hui un centre de proxénétisme international, les filles venant clandestinement de toute l'Amérique centrale. On estime que le nombre d'enfants brésiliens prostitués varie entre 250,000 et 2 millions.

Pas de justice sociale pour les femmes autochtones

Quand les femmes autochtones sont victimes de délits, elles ne bénéficient pas d'une protection égale sur un plan juridique, même dans les pays développés où l'état de droit et les droits de l'homme vont de soi.

Au Kenya, 650 femmes, surtout Masai, ont récemment obtenu le droit d'intenter un procès au Ministère britannique de la défense, pour des viols qui auraient été commis par les soldats britanniques sur une période de 30 ans. Depuis les années 1970, les filles et les femmes Masai ont rapporté aux autorités locales avoir été violées par des groupes de soldats britanniques. Ces dernières en auraient à leur tour informé les autorités britanniques. Aucune action punitive n'a été imposée. Rien n'indique, à ce jour, que des actions ont été prises pour mettre un terme aux viols, qui auraient continué jusqu'en 2000. Bon nombre de ces filles, aujourd'hui d'âge adulte, ont des enfants de parents mixtes, rejetés par la communauté, et auront du mal à se trouver un mari.





Les changements économiques et les conflits militaires en Amérique latine ont eu des conséquences terribles pour les femmes et les enfants autochtones. Des millions de personnes ont été déplacées en raison de la guerre. Des centaines de milliers d'agriculteurs indiens ont perdu leur exploitation agricole quand le gouvernement a arrêté de subventionner les cultures destinées à l'exportation en raison d'une « restructuration » ou d'accords commerciaux. Ces petits agriculteurs sont rapidement engloutis par le vaste secteur agro-alimentaire, et les Indiens qui n'ont plus de terres vont en ville à la recherche d'emplois, ou migrent ailleurs.

En Amazonie, au Brésil, l'extraction de l'or, l'exploitation du bois et la possibilité d'acquérir des terres attirent un grand nombre de colons dans les terres habitées par les populations autochtones, jadis inconnues des étrangers. Une fois que les nouveaux venus ont des contacts avec les communautés autochtones et commencent à rémunérer les filles en échange d'actes sexuels, cela ne tarde pas à devenir un moyen accepté d'acquérir des produits et de la nourriture. Certains des autochtones arrêtent de produire les récoltes qui assurent leur alimentation. Un grand groupe de mineurs tous masculins, qui sont les premiers à accéder à une société traditionnelle, risquent très rapidement d'entraîner des dégâts au sein de cette communauté. Ce sont les jeunes filles qui en ressentent surtout les effets, en se transformant essentiellement en prostituées.

D'autres femmes autochtones quittent leurs pays pour aller chercher du travail dans les maquiladoras, des usines embauchant des travailleurs mal rémunérés pour assembler des pièces détachées provenant d'un autre marché et pour ramener le produit fini à ce marché. Les maquiladoras préfèrent embaucher les femmes car on peut les obliger à travailler davantage, dans les pires conditions, en les rémunérant plus faiblement que les hommes. Comme les femmes sont itinérantes, elles ne bénéficient plus de réseaux familiaux solides pour les protéger. La violence et la discrimination à l'encontre des femmes dans les maquiladoras ont fait l'objet de nombreux rapports, évoquant notamment l'humiliation qu'elles subissent, l'intimidation, les violences et le harcèlement sexuels, les coups et blessures, les fouilles corporelles, les tests de grossesse obligatoires, le licenciement des femmes enceintes et la violence contre les organisateurs syndicaux.

ATTAQUE DE LA PART DES MULTINATIONALES : LES FEMMES AUTOCHTONES ET L'EXPLOITATION MINIÈRE

Les dernières réserves de ressources naturelles et les grandes étendues de terrains sont souvent habitées par les populations autochtones. Dans l'intérêt du développement économique, les multinationales reçoivent souvent un accès international à une main-d'œuvre faiblement rémunérée et aux ressources qu'on trouve sur les terres des autochtones, si ce n'est aux terres elles-mêmes, pour bâtir des hôtels, des lieux de séjours de vacances, des terrains de golf. La propriété foncière sur nombre de terres devient concentrée aux mains de larges entreprises, forçant des centaines de milliers d'autochtones à migrer.


Un legs de sévices sexuels

Privés de leurs terres, marginalisés et appauvris, nombre d'Amérindiens et de membres des Premières nations vivent loin du regard et souffrent de racisme institutionnalisé. Ils ne sont rencontrés par la plupart des enfants « américains » ou canadiens que dans les livres d'histoire. Au Canada aujourd'hui, les sévices sexuels à l'encontre des enfants autochtones prennent des proportions de crise. Dans certaines communautés du Canada, 90 pour cent des jeunes exploités sexuellement à des fins commerciales sont autochtones. En 2001, Save the Children, en collaboration avec le gouvernement canadien, a diffusé *Vies sacrées : des enfants et des jeunes autochtones canadiens parlent de l'exploitation sexuelle*, une étude se penchant sur les causes de ce problème. Les auteurs se sont adressés aux jeunes qui ont fait l'objet de sévices sexuels dans 22 communautés. Outre les problèmes bien connus du système scolaire en régime d'internat, ils ont fait valoir les effets cumulatifs du racisme endémique et de l'effondrement de leurs cultures et de leur vie familiale, associés à des facteurs comme un accès limité à l'éducation et la pauvreté.

Le système scolaire en régime d'internat aux États-Unis et au Canada était destiné à assimiler les Amérindiens au sein de la société dominante, mais a entraîné d'autres conséquences pour les communautés autochtones, qui s'avèrent immensément destructrices. Outre le fait de briser le moral des enfants, en les éloignant de leurs mères — en les privant de leur langue, de leurs traditions et de leurs cultures — ces écoles ont essentiellement maintenu des générations d'enfants autochtones captifs et leur ont infligé nombre de sévices physiques et sexuels, en toute impunité, pendant des décennies. Le système scolaire en régime d'internat a continué jusque dans les années 1970.

Ces dégâts sont difficiles à réparer, étant donné que les sévices physiques et sexuels se reproduisent souvent avec chaque nouvelle génération. On a dit qu'il existe des communautés dans le nord parmi lesquelles l'ensemble de la population féminine a subi des violences sexuelles de la part des hommes vivant avec elles, au sein de la communauté : leurs frères, cousins, oncles et grand-pères. Certains des auteurs des sévices sexuels occupent parfois des postes d'influence et sont par conséquent moins à même d'être tenus pour responsables. Dans cette situation, les femmes se sentent impuissantes à induire un changement.





Même si la communauté est autorisée à garder ses terres, lorsqu'une société minière, une multinationale ou un projet de développement s'imposent à une communauté, ces derniers risquent de troubler l'équilibre fragile du style de vie indépendant de la communauté et de précipiter son déclin. En fonction de la situation, la femme autochtone indépendante, principal vecteur de la transmission de la culture et de la langue, peut rapidement perdre son autonomie et se retrouver dans une situation de dépendance.

L'exploitation minière à large échelle introduite au sein des communautés de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Philippines offre ce type d'exemple. Sur une île de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les femmes, propriétaires terriennes traditionnelles, qui vivaient pratiquement sur un pied d'égalité avec les hommes ont, en quelques années, été réduites à une position de dépendance par rapport à eux, avec des charges de travail accrues. Elles ont été privées de sources de revenus et, dans certains cas, sont devenues les victimes de la violence conjugale.

DE « PROPRIÉTAIRES TERRIENNES » À UNE POSITION DE « DÉPENDANCE FÉMININE »

Avant que l'exploitation minière ne s'implante sur l'île de Misman en 1989, les femmes héritaient traditionnellement de terres qui leur appartenaient et jouaient un rôle important dans la vie publique, en bénéficiant d'un statut pratiquement égal à celui des hommes. Dans l'agriculture de subsistance, les hommes défrichaient les terres pour les cultures maraîchères, que les femmes géraient et dont elles s'occupaient. Le contrôle sur les patates douces qu'elles cultivaient leur donnait un certain pouvoir et contrôle.

Quand la société minière est venue négocier la terre, les responsables ont choisi de ne parlementer qu'avec les hommes de la communauté, en dépit du fait que les terres appartenaient aux femmes. Par conséquent, toutes les royalties et les locations que la société a fini par verser sont allées directement aux hommes, et les femmes n'ont pas eu leur mot à dire sur la façon de déboursier cet argent. Soudain, les hommes ont eu le loisir d'acquérir de l'argent et de le dépenser sans consulter les femmes.

L'action de la société minière a entravé directement la production alimentaire. Premièrement, les arbres fruitiers ont commencé à disparaître avec la perte des terres au profit des activités minières. Deuxièmement, quand un grand nombre de jeunes, désireux d'avoir de l'argent, se sont mis à travailler pour la société minière, il ne restait pas suffisamment d'hommes en vue de défricher de nouvelles terres, afin que les femmes les cultivent. Comme les femmes ne pouvaient plus produire suffisamment de nourriture, elles ont eu besoin d'argent pour en acheter. Mais c'étaient les hommes qui avaient le contrôle de l'argent, et ils s'en servaient également pour acheter de la bière et autres spiritueux.

Aujourd'hui, sur l'île, avec l'apparition de l'argent et l'habitude d'acheter de la nourriture et des articles au magasin d'alimentation, les valeurs sociales se détériorent rapidement. Les structures sociales traditionnelles se sont effondrées, entraînant un décalage entre les générations, ce qui nuit au statut des femmes. Et l'alcool et l'éthylisme s'accompagnent de violence conjugale et de taux croissants de divorce.

La mine fermera dans un an ou deux. Le chômage augmentera, l'argent s'épuisera vite; l'environnement, qui s'est rapidement dégradé, ne s'en remettra pas tout seul. Durant la présence éphémère de la société minière, les femmes, qui étaient jadis pratiquement les égales des hommes, leur sont aujourd'hui subordonnées et sont dépendantes vis-à-vis d'eux. Les femmes ne disposent pas de beaucoup de moyens de retrouver le statut qu'elles ont perdu, une fois que la société minière, avec ses emplois, son argent liquide et ses boutiques d'alimentation quittera l'île. Un tout autre résultat aurait pu être obtenu si on avait permis la participation des femmes aux négociations relatives à l'utilisation de leurs propres terres.

DE « FEMME QUI TRAVAILLAIT À LA MINE » À « FEMME AU FOYER »

L'histoire de la Cordillère des Philippines comporte à la fois des similitudes et des différences. Les femmes et les hommes autochtones travaillaient sur un pied d'égalité dans des opérations minières à petite échelle depuis des générations, mais aujourd'hui, en raison de l'élargissement des activités minières, ils ont été acculés à chercher du travail informel hors de leurs communautés, avec des résultats prévisibles. Certaines femmes doivent rester au foyer pour s'occuper des enfants, les plus âgés doivent aller travailler en ville pour aider la famille à joindre les deux bouts. Celles qui restent chez elles deviennent des femmes au foyer, dépendantes de leur mari, sur le plan économique. Les ressources en eau s'épuisent en raison de l'extraction minière, et les femmes doivent accomplir de longs trajets pour aller chercher l'eau nécessaire aux





besoins du foyer. Elles doivent parfois attendre des heures dans la file et parcourir de longues distances pour revenir chez elles, munies de lourdes charges.

L'emploi s'accompagne inévitablement de chômage et de comportement antisocial, bien connu dans les grandes villes, comme le jeu et la boisson. Nombre de parents ne peuvent plus se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école. Par conséquent, un plus grand nombre d'entre eux restent oisifs. D'autres parents travaillent à l'étranger. Comme les mères ont moins de temps à consacrer aux enfants, les façons traditionnelles se perdent. La famille éclate et les communautés autochtones qui, jadis, étaient très fortes et très unies s'affaiblissent. Quand les femmes décrochent un emploi, elles reçoivent un salaire moindre que celui des hommes, pour le même travail. Elles sont parfois employées comme domestiques et subissent des vexations et des sévices sexuels.

La situation était naguère différente. Les activités minières familiales et traditionnelles qui prenaient place depuis longtemps étaient durables et équitables, avec des valeurs culturelles et des rituels. Une femme qui travaillait dans la mine avait ses propres sources de revenus et un statut pratiquement identique à celui des hommes. Dans le domaine agricole également, le travail était coopératif. À présent, le travail agricole n'est plus profitable : les champs de riz se sont asséchés en raison de l'effet de l'activité minière sur les nappes phréatiques.

La société minière n'a pas eu de mal à obtenir tous les titres de propriété sur cette terre. À l'époque de la colonisation, les populations autochtones ne pensaient pas avoir besoin d'un bout de papier pour prouver que la terre leur appartenait. Contrairement à leurs voisins plus éduqués, ils ne l'ont jamais inscrite sur un cadastre. Aujourd'hui, l'extraction minière a pris fin, mais la société minière s'est lancée dans de nouvelles entreprises : zones économiques spéciales, écotourisme, production d'eau minérale et mise sur pied de subdivisions, entre autres choses. Le gouvernement continue de reconnaître la revendication de la société minière sur cette terre, passant outre à celle des autochtones, qui ont toujours vécu sur cette terre.

Cependant, la résistance des autochtones est à l'œuvre dans la Cordillère, où les femmes jouent depuis longtemps un rôle actif pour lutter contre les opérations minières de grande envergure. En 1937 et en 1962, les femmes Ibaloy et Kankana-ey d'Itoyon ont été dédommagées pour les récoltes qu'elles ont perdues en raison de l'épuisement des ressources en eau. Entre 1989 et 1997, on a empêché la mine à ciel ouvert de la société de s'étendre à quatre nouvelles communautés. Des rumeurs se sont propagées concernant les effets des mines à ciel ouvert sur l'agriculture de riz aquatique, ce qui fait qu'aucune nouvelle mine n'a été creusée dans la Cordillère.

LES FEMMES AUTOCHTONES DANS LES RÉGIONS DE CONFLIT ET DANS L'INSTAURATION DE LA PAIX

Aujourd'hui, tandis que les yeux du monde sont rivés ailleurs, les conflits dans les régions habitées par les populations autochtones en Afrique, en Asie et en Amérique latine se sont intensifiés. Dans les sociétés ravagées par la guerre, ce sont souvent les femmes qui permettent de préserver la société. Dans la Déclaration de Manille qui a résulté de la Conférence internationale sur le règlement des conflits, la consolidation de la paix, le développement durable et les populations autochtones (décembre 2000), les populations autochtones ont clairement indiqué leur souhait de voir les femmes participer aux prises de décision à tous les niveaux, en temps de guerre ou de paix.

La valeur des femmes autochtones dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix est de plus en plus reconnue. Des efforts sont déployés en vue d'exploiter leurs talents naturels et leurs capacités en tant que médiatrices et de trouver moyen de leur faire jouer leur rôle traditionnel de médiatrices au cours des opérations multinationales de maintien de la paix.

Lors de la réunion récente d'une table ronde de haut niveau à l'ONU, plusieurs femmes autochtones ont fait des exposés à ce sujet, comme les pays membres du Conseil de sécurité et les responsables du maintien de la paix à l'ONU. Stella Tamang, présidente du Forum international des femmes autochtones, a déclaré devant la table ronde que la plupart, voire tous les conflits armés en cours se déroulent dans des régions où vivent des populations autochtones. Tandis que les conflits font des victimes innocentes et entraînent le déplacement de milliers de familles, personne ne voit la façon dont les femmes autochtones protègent les personnes âgées ou malades et les enfants dans son pays, le Népal. Les femmes « ont beau hurler, elles ne sont ni vues ni entendues ». Les conflits armés, dominés et perpétués par les hommes sont une lutte, dit-elle, entre les qualités traditionnelles masculines de force physique, de puissance, de colère, de cupidité et de haine contre les qualités féminines d'amour, d'affection, de pardon et de tolérance.

Au cours du conflit actuel au Népal, constate-t-elle, les femmes jouent un rôle important en tant que médiatrices et négociatrices, tout en luttant. Comme un grand nombre d'hommes sont envoyés à l'étranger, les femmes autochtones népalaises sont non seulement protectrices et des dispensatrices de soins et de nourriture mais elles négocient également





tant avec les forces de sécurité gouvernementales qu'avec les rebelles, pour la protection et la survie de leurs familles, que la plupart doivent désormais prendre en charge.

Elle a conclu en disant que les femmes autochtones appartenant à des traditions diverses sont d'excellentes médiatrices et règlent naturellement les conflits :

- Les femmes Tamang du Népal apprennent depuis la naissance à faire office de médiatrices entre les familles ou entre les membres d'une même famille. Elles déploient d'énormes efforts à cet effet, y compris en préparant des nourritures particulières et en accomplissant certains rituels.
- Aux Philippines, les femmes Maranao jouent normalement le rôle de médiatrices dans les situations de conflit. Quand un conflit familial éclate, c'est toujours la femme qui aborde les questions délicates et qui incite les parties à résoudre le différend. Les femmes sont respectées et ont de l'influence au sein de la communauté.
- Dans la tribu Arumanen Manobo aux Philippines, les femmes sont envoyées en tant qu'émissaires devant l'adversaire pour résoudre les conflits. Les femmes perçoivent le rôle de la médiation et du règlement des conflits comme une importante responsabilité au sein de leur communauté, et elles le font au péril de leur vie. Mais elles y réussissent en général et empêchent l'escalade du conflit.
- Parmi les peuplades pastorales Masaï d'Afrique de l'Est, les femmes et surtout les mères des guerriers sont si révérees qu'aucun de ces derniers ne peut leur faire du mal. Les femmes Masaï ôtent parfois une de leurs jupes pour montrer leur faiblesse et leur sympathie à l'égard des deux parties. Les femmes et parfois même les filles aident souvent à rétablir la paix dans les situations de conflit.
- Chez les communautés Samburu et Masaï, les femmes, les enfants et les personnes âgées ne sont jamais attaqués durant les conflits armés. Le geste de couper l'herbe — qui représente une grande valeur — et de le tenir bien haut est une requête pour mettre fin aux combats.

Bien qu'une femme ne parvienne pas toujours à mettre fin à un conflit par la médiation, cela peut souvent préparer la voie pour calmer la situation et permettre la tenue de négociations. Outre la médiation, a déclaré Mme Tamang, les femmes font d'excellentes négociatrices, et elles devraient participer aux niveaux tant national qu'international aux négociations de paix. Elle a également réclamé leur formation en vue de processus de paix plus officiels.

Carmen Jerez, Directrice du Réseau éducatif d'Ambayata (Equateur), a fait un exposé devant le groupe de travail sur les situations de conflit touchant les communautés autochtones en Amérique latine. Elle a déclaré : « nous n'aimons pas être les seules victimes à voir nos fils, nos maris et les membres de nos familles assassinés jusqu'à être forcés de quitter nos territoires et de commencer une nouvelle vie dans des villes et des pays qui nous regardent avec indifférence et qui nous acculent à une marginalisation totale. Les femmes autochtones ne doivent pas devenir invisibles ».


Les « grandes puissances », a-t-elle déclaré, perçoivent les populations autochtones comme un obstacle au développement mais, pour les populations autochtones, notamment pour les femmes, la terre mère — Pachamama — « ne nous est prêtée que pour la durée d'une vie, et chaque génération doit en prendre soin pour les générations futures ».

Les femmes autochtones, a-t-elle déclaré, n'aiment pas voir la tragédie de la guerre se répéter à l'infini, d'où leur désir de participer à tous les niveaux de la prévention des conflits, du règlement des conflits et de la consolidation de la paix après les conflits. En Amérique latine, elles ont déjà démontré qu'elles avaient la capacité de le faire de manière efficace, et leur participation se fonde sur le dialogue entre les cultures qui encourage le respect.

UNE HISTOIRE AU DÉNOUEMENT HEUREUX : LES TAMANG

Les usines de tapis à Katmandou regorgent de filles Tamang, et comme elles sont très jolies, elles représentent la moitié de toutes les Népalaises actives dans l'exploitation sexuelle des personnes à des fins commerciales en Asie du Sud. Au Népal aujourd'hui, les Tamang sont une minorité autochtone qui ne représente plus que 4 pour cent de la population, ils ont été totalement marginalisés. Sur le plan historique, ils ont toujours vécu dans la montagne, le long de la frontière tibétaine, avec une riche tradition culturelle qui comprend une langue bien distincte du népalais. La société est patriarcale et, au cours des moments difficiles, ce sont les femmes et les filles qui souffrent le plus.





Le Népal traverse aujourd'hui une dure époque. Plus de la moitié de la population vit en deçà du seuil de pauvreté et 42 pour cent des enfants qui ont entre 5 et 14 ans travaillent en vue d'obtenir des revenus supplémentaires pour la famille. Lorsque Stella Tamang a vu le nombre de filles Tamang travaillant dans les usines de tapis à Katmandou, elle a ouvert une école, la Bikalpa Gyan Kendra (Centre d'autres apprentissages), pour les aider à acquérir des compétences qu'elles pourraient utiliser pour gagner de l'argent, une fois de retour dans leurs villages. Elle a voulu renvoyer les filles dans leurs villages avec des options économiques qui leur permettraient de maintenir leur dignité et leur indépendance, tout en préservant la culture Tamang.

L'école a accepté les filles qui avaient entre 13 et 17 ans dans un programme de 18 mois en internat. Le cursus scolaire comprenait une agriculture durable, des cultures maraîchères, des artisanats traditionnels comme le tissage, le tricot et la vannerie, la gestion d'un petit magasin ou d'une crèche et le règlement des conflits. Après avoir appris les artisanats traditionnels comme le tricot ou le tissage, les élèves géraient une petite échoppe, où elles vendaient leurs produits. Mme Tamang l'a décrit ainsi : « C'est un programme destiné à apprendre aux élèves à gagner de l'argent car si ce n'est pas le cas, les parents ne donneront pas à leurs enfants l'occasion de s'instruire ».

Une fois diplômées de l'école, les filles ont constaté qu'elles pouvaient regagner leurs villages et commencer à créer une petite entreprise avec du microcrédit, ou poursuivre leur éducation formelle pour devenir infirmières ou enseignantes. Certaines élèves, faisant preuve d'esprit d'entreprise pendant leurs études, ont créé une crèche pour les enfants Tamang qu'elles voyaient à Katmandou et qui avaient besoin de soins, pendant que leurs mères travaillaient à l'usine de tapis. Les mères Tamang actives savent à présent disposer d'un lieu pour leurs enfants, et les filles Tamang elles-mêmes gagnent de l'argent.

Stella Tamang a constaté que malgré le succès de son école et de ses filles, elle continue d'être aux prises avec la culture Tamang traditionnelle. Parfois, les familles sont méfiantes et répugnent à faire un sacrifice financier pour envoyer leurs filles à l'école plutôt qu'à l'usine de tapis ou à la maison de passe. Elles ne croient pas à la promesse que leurs filles seront heureuses et en sécurité ou encore aux promesses d'indépendance économique et d'avenir meilleur. Mais rien ne vaut une preuve éclatante de succès.

FEMMES AUTOCHTONES : TOURNÉES VERS L'AVENIR

Mues par leur besoin de préserver et de protéger, les femmes autochtones sont présentes sur la scène internationale depuis des décennies, participant aux conférences internationales qui ont en premier lieu attiré la participation des autochtones comme le Sommet « planète Terre » à Rio en 1992, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme à Vienne en 1993, la Conférence de Beijing sur les femmes en 1995 et le suivi de la session extraordinaire de l'Assemblée générale en 2000. Les autochtones se font entendre de plus en plus à l'ONU, tout comme la voix des femmes autochtones se fait entendre distinctement de celles des populations autochtones et de celles des femmes en général. A présent que l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones est pleinement opérationnelle, les femmes autochtones reçoivent un appui institutionnel fort nécessaire, tandis qu'elles essaient d'attirer l'attention sur les besoins de ce groupe particulièrement vulnérable.

Contact media :

Ellen McGuffie, Section du développement, Département de l'information de l'ONU : (212) 963-0499; mediainfo@un.org.

Secrétariat de l'Instance permanente pour les questions autochtones :

(917) 367-5100; sur le web www.un.org/esa/socdev/pfii.

